

quent du nazisme, en soulignant les valeurs humanistes de la tradition nationale. Deuxième acte, le coup de tonnerre de »Griff nach der Weltmacht« en 1961. Fritz Fischer décèle dans le »Deuxième Reich« de 1914 un programme impérialiste qui annonce le »Troisième Reich«. Gerhard Ritter dirige la contre-attaque, avant que se dégage une thèse moyenne. Troisième acte, la tempête universitaire de 1968. Comme en France, l'histoire n'est pas dans l'œil du cyclone, mais elle se trouve bousculée par »les sciences humaines«. On veut l'y absorber, notamment dans le programme scolaire du Land de Hesse. On débat sur le concept de »fascisme«, qu'un courant imprégné de marxisme attribue à des facteurs socio-économiques, comme un avatar du capitalisme pervers. Avec le quatrième acte, la fameuse »querelle des historiens«, »le point négatif de l'histoire allemande récente, l'Holocauste« est abordé de front autour de 1986. Ernst Nolte rejette le négationnisme néonazi, mais explique le nazisme comme une réaction défensive aux violences de la révolution bolcheviste. Le sociologue Jürgen Habermas le contredit dans une vraie »déclaration de guerre«, les experts se partagent et le public suit avec passion ce tournoi. C'est, dit l'auteur, »moins une discussion entre historiens sur la clarification de questions concrètes que plutôt un combat pour l'autorité médiatique qui doit donner la signification du passé le plus récent«. Cinquième acte, la réunification. Après la chute du mur de Berlin, de jeunes chercheurs de l'Est mettent en cause les concessions de leurs aînés au dogmatisme de feu la R.D.A. Sixième acte, un choc de l'extérieur. En 1996, la thèse de l'Américain Daniel J. Goldhagen accuse tout le peuple allemand de complicité passive avec le nazisme. Son livre et ses conférences soulèvent un écho considérable. Les historiens allemands font bloc pour contester scientifiquement une généralisation trop systématique, mais une exposition très visitée ébranle parallèlement l'image de la Wehrmacht, moins innocente que ne le disaient ses anciens.

Il s'agit donc d'un ouvrage remarquable, dont on souhaiterait l'équivalent en France. Car nous avons également nos champs minés: la Révolution française, Vichy, la guerre d'Algérie. Les débats au sein de la corporation historique y prennent plus d'âpreté que sur d'autres sujets. Les grands médias leur font parfois écho. Ils trouvent un intérêt d'actualité politique à cerner le parcours exact d'un jeune résistant, François Mitterrand, qui deviendra président de la République, ou à discuter si la colonisation outre mer a produit un bilan »positif«. Dans l'ensemble pourtant, la presse, même de qualité, porte à la recherche scientifique moins d'attention chez nous qu'outre-Rhin.

Pierre BARRAL, Montpellier

Astrid M. ECKERT, Kampf um die Akten. Die Westalliierten und die Rückgabe von deutschem Archivgut nach dem Zweiten Weltkrieg, Stuttgart (Franz Steiner) 2004, 534 p. (Transatlantische Historische Studien, Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Washington, DC, 20), ISBN 3-515-08554-8, EUR 68,00.

Ce livre est la thèse de doctorat d'Astrid Eckert, préparée sous la direction du professeur Knud Krakau, soutenue devant la Freie Universität Berlin et publiée par l'Institut historique allemand de Washington, dont l'auteur a été jusqu'en 2005 collaboratrice scientifique. La thèse a obtenu un écho très favorable en Allemagne, primée par la FU Berlin et par le Deutscher Historikertag en 2004.

Selon le sous-titre du livre, l'étude est consacrée à la »restitution par les Alliés occidentaux des archives allemandes après la Deuxième Guerre mondiale«, expression qui n'en définit qu'incomplètement le contenu; le titre »Combat pour les documents« donne à penser que cette restitution ne s'est pas faite sans difficultés, ce qui est l'originalité et l'intérêt principal du travail. On sait que les Alliés ont saisi de nombreuses archives en Allemagne à l'effondrement du Reich nazi, et les Alliés occidentaux ont exploité en commun ce qu'ils avaient saisi, Anglais et Américains dès 1945, avec la coopération à part égale de la France à partir du

printemps 1947. Pour la période 1944–1959, qu'elle étudie avec attention (trop brièvement à mon avis pour les années finales 1956–1959), A. Eckert veut traiter de toutes les archives saisies par les Alliés occidentaux, c'est-à-dire non seulement les archives bien connues de la chancellerie et du ministère des Affaires étrangères (Wilhelmstraße) mais aussi les archives militaires (un domaine immense qu'il est un peu paradoxal de penser maîtriser en quelques dizaines de pages), celles du parti et d'autres organismes dirigeants du Reich nazi. On se permet de rappeler ici les saisies d'archives d'entreprises qui, du fait de leur importance technologique, firent l'objet de plus de concurrence que de coopération entre Alliés.

En fait, c'est le sort des archives de la Wilhelmstraße (et de la chancellerie, réunies tant qu'elles furent sous séquestre allié) qui fait l'essentiel de l'étude, à juste titre, car ce sont celles qui firent l'objet de la coopération intensive entre Alliés occidentaux et des longues négociations entre eux et la jeune République fédérale pour leur restitution et la poursuite de leur publication. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai accepté de lire ce livre et d'en rendre compte, ayant coopéré à l'entreprise de 1957 jusqu'à son achèvement en 1995. L'étude dépasse donc le cadre de la restitution puisqu'elle commence en 1944, avant même la fin de la guerre, et il ne pouvait être question d'une éventuelle restitution qu'après la renaissance d'un État allemand, c'est-à-dire pour la République fédérale fin 1949. Les premiers chapitres nous rappellent donc les projets de saisies préparés par les Américains et les Anglais dès 1944, les découvertes de dépôts d'archives dès avril 1945 dans le Harz et d'autres lieux, leur exploitation immédiate (le «film Loesch» révélant la réalité de ce qu'avait été le pacte germano-soviétique de 1939, etc.), l'utilisation pour les procès de Nuremberg puis, rapidement, la décision anglo-américaine de publier une sélection scientifique de ces documents à des fins de dénazification et de «rééducation». À vrai dire, pour cette première phase, et même pour l'utilisation par les Alliés occidentaux de ces archives tant qu'ils en furent les maîtres, c'est-à-dire jusque vers le milieu des années 1950, l'auteur reprend et résume ce qui a déjà été étudié par Roland Thimme, historien allemand et collaborateur du Politisches Archiv de l'Auswärtiges Amt¹, et les historiens américains Paul Sweet² et George Kent³, collaborateurs de la commission interalliée. Elle doit aussi beaucoup à l'ouvrage récent du Suisse Sacha Zala⁴. Cette synthèse est utile et pratique; on suit »l'odyssée« de ces archives, d'abord regroupées à Berlin, puis évacuées par avion vers la Grande-Bretagne pendant le blocus pour éviter la prise de ce trésor politico-historique par les Soviétiques en cas de chute de la ville. De 1948 à 1959, des historiens américains, britanniques et français, choisis par le State Department, le Foreign Office et le Quai d'Orsay, y travaillèrent en commun à l'étude et au microfilmage des archives et à la préparation de sélections de documents pour publication⁵.

- 1 Martin KRÖGER, Roland THIMME, Das politische Archiv des Auswärtigen Amtes im Zweiten Weltkrieg. Sicherung, Flucht, Verlust, Rückführung, dans: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 47 (1999), p. 243–264. Roland THIMME, Das politische Archiv des Auswärtigen Amtes, Rückgabeverhandlungen und Aktenevidenz, 1945–1995, dans: *ibid.* 49 (2001), p. 317–362.
- 2 Paul SWEET, Der Versuch amtlicher Einflußnahme auf die Edition der Documents on German Foreign Policy, 1933–1941, dans: *ibid.* 39 (1991), p. 265–303.
- 3 George O. KENT, The German Foreign Ministry Archives at Whaddon Hall, 1948–1958, dans: *American Archivist* 24 (1961), p. 43–54.
- 4 Sacha ZALA, Geschichte unter der Schere politischer Zensur, amtliche Aktensammlungen im internationalen Vergleich, Munich 2001. Astrid M. ECKERT en a rendu compte dans: *Francia* 29/3 (2002), p. 119–123.
- 5 L'entreprise s'installe dans une propriété des domaines britanniques, Whaddon Hall, près du village de Bletchley, dans le Buckinghamshire, en pleine campagne. Cette propriété disposait d'un appareillage de photographies et de photocopies très important, car elle avait abrité pendant la guerre le service d'exploitation des photos rapportées de leurs missions par les appareils de la Royal

Ici, une grave déception: la participation française à l'entreprise est entièrement laissée de côté par A. Eckert, à l'argument que l'Américain Noble, au point de départ, avait estimé que les Français n'étaient pas sérieux, qu'ils n'avaient rien trouvé d'important et n'avaient rien à apporter. Se fondant sur cette remarque, Eckert, qui a consciencieusement travaillé dans les archives américaines, britanniques et allemandes, s'est abstenue de toute enquête dans les archives françaises. C'est là une grave lacune; la situation de 1945 n'a pas conditionné l'affaire jusqu'à sa conclusion ultime en 1995. Peut-être l'obstacle de la langue est-il la véritable raison de ce rejet. Du moins, ai-je lu avec surprise que Pierre Renouvin aurait refusé de participer à l'entreprise interalliée (sans qu'aucune source ne soit donnée de cette surprenante information), d'où l'appel que l'on aurait fait à Maurice Baumont. Ayant été à partir de 1951 l'élève très proche de Renouvin et de Baumont, qui s'entendaient parfaitement, je regrette vivement cette affirmation. Manifestement, A. Eckert ne sait pas dans quel contexte international Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères français et historien, a voulu et obtenu au printemps 1947 la participation française sur pied d'égalité avec Américains et Britanniques dans l'entreprise interalliée. En ayant été membre à partir de 1957, je puis affirmer la parfaite entente et l'estime réciproque entre nous tous et témoigner du très grand respect qu'inspirait, aussi auprès des Allemands, Baumont, à l'époque l'un des meilleurs connaisseurs de l'Allemagne et de la vie internationale au niveau mondial⁶.

Venons-en à l'essentiel qui est aussi le plus original: les pressantes demandes de restitution des archives par la République fédérale. Le propos de l'auteur est de sortir du cadre administratif et archivistique limité des études qui ont précédé la sienne, pour replacer l'affaire dans un cadre politique général et pour ainsi dire moral: qui détient les archives est maître de l'histoire qu'elles contiennent, lit-on, et de sa signification (*Deutungsmacht*). Pendant des années, du fait du séquestre allié, l'écriture de l'histoire récente de l'Allemagne aurait ainsi échappé à ceux à qui cette responsabilité aurait dû légitimement revenir, pour être quasiment monopolisée par des étrangers, surtout des Américains. Il est vrai que des historiens américains ont été les premiers à écrire à partir de ces archives et ils ont beaucoup écrit; il est vrai aussi que, pour certains d'entre eux, l'Allemagne n'avait pas toujours été un pays étranger, ce qui a certainement contribué à leur désir d'en savoir rapidement plus. Avec raison, A. Eckert met en valeur la précocité des demandes allemandes de restitution, dès 1950, par Adenauer lui-même auprès de la Haute Commission interalliée, à la demande du Bundestag; puis la persévérance dans la demande au cours des années suivantes, les historiens allemands, notamment Gerhard Ritter, souffrant de cette sorte de disqualification de fait qui leur était temporairement imposée. On lira avec profit les étapes des demandes allemandes répétées et les réponses des Alliés, commençant certes à faire dès 1951 certaines restitutions de dossiers sans dimension politique, mais remettant toujours à plus tard la restitution de l'ensemble, et toujours avec le même argument: la nécessité de publier une sélection de ces documents, à laquelle ils s'étaient engagés entre eux. A. Eckert pense pouvoir rendre l'administration allemande en grande partie responsable de ces retards par des exigences de restitution intégrale et immédiate; l'expression »Kategorische Maximalforderung« revient comme un leitmotiv dans son analyse. Peut-être, est-elle trop sévère à l'égard des fonctionnaires allemands de l'époque. Il faut se souvenir de quel abîme sortait le pays, de quelle

Air Force. Tous ceux qui ont eu la chance de partager la vie en commun dans ce phalanstère savant et international dans les années cinquante en ont gardé le meilleur souvenir.

6 On regrette aussi le silence sur la publication des documents en allemand, donc dans la langue originale, initiée par la France sur les frais d'occupation et par les soins de l'annexe de l'Imprimerie nationale à Baden-Baden, sous le titre »Akten zur deutschen auswärtigen Politik, 1918–1945«, qui devait devenir par la suite, et jusqu'en 1995, le titre officiel de la collection originale de référence. La bibliographie du livre ne mentionne que l'édition en langue anglaise, »Documents on German Foreign Policy«.

patience intelligente Adenauer et son équipe faisaient montre, de l'acquisition progressive de la souveraineté de la République fédérale à partir de 1955 seulement. Les historiens allemands n'avaient pas pleine conscience des difficultés que les négociateurs allemands rencontraient auprès des Alliés.

L'auteur en a pourtant bien reconnu et défini une: les exigences des historiens britanniques. À vrai dire, Zala les avait déjà décelées; du moins Eckert a-t-elle le mérite de bien les mettre en valeur. Les historiens britanniques, comme l'ensemble des Britanniques, ont été tragiquement marqués par l'échec de la tentative de construction de la paix de l'entre-deux-guerres et l'aboutissement catastrophique de l'*appeasement* qu'ils avaient longtemps soutenu. Dans les années cinquante, ils n'étaient pas prêts à faire pleine confiance à leurs collègues allemands; ils ne voulaient pas leur rendre leurs archives avant de les avoir entièrement analysées, y compris celles des années vingt. C'est avec raison qu'A. Eckert écrit que le Foreign Office aurait été plus libéral sans l'opposition des historiens.

Je puis en témoigner. Quand, en 1956, les Alliés et la République fédérale furent enfin d'accord pour la restitution des archives de la Wilhelmstraße, il était déjà décidé entre Alliés que la restitution ne s'achèverait que lorsque les années 1918–1932 auraient été entièrement lues et photocopiées (les années 1933–1945 avaient déjà été maîtrisées). C'est dans cette conjoncture que je fus recruté en août 1957 et, jusqu'en mars 1959, plus tard que la date initialement prévue pour l'achèvement des restitutions, nous avons dépouillé les dossiers des années 1920, fait des filmages, des dossiers de fiches et des sélections qui ont été envoyés à nos trois ministères des Affaires étrangères qui les détiennent toujours dans leurs archives.

Il serait toutefois injuste d'en terminer là et l'on peut regretter que l'auteur n'ait en rien évoqué la suite de l'affaire. Quand la restitution des archives de la Wilhelmstraße fut achevée en 1959, la publication interalliée était en voie d'achèvement pour les années 1933–1945; elle était préparée par des sélections, mais nullement entamée du point de vue de la publication, pour les années 1918–1932. En rendant ses archives à l'*Auswärtiges Amt*, alors à Bonn, les Alliés lui confièrent aussi copies de leurs travaux préparatoires pour les années 1918–1932. Le gouvernement fédéral proposa dès la fin de 1959 au gouvernement français une coopération germano-française pour la publication des années de Weimar. L'initiative vint de von Brentano, alors ministre des Affaires étrangères, bien sûr en accord avec Adenauer. C'était l'époque du grand rapprochement franco-allemand. Couve de Murville, alors ministre français des Affaires étrangères, en accepta le principe, bien sûr en accord avec le général de Gaulle, mais à la condition qu'Américains et Britanniques y participent. Des négociations entre les quatre ministères des Affaires étrangères menèrent à une conférence à Bonn en décembre 1960, qui décida la publication quadripartite des volumes encore manquants de la période nazie et de l'intégralité des années de Weimar. Ce nouveau travail ne s'acheva qu'en 1995. Ayant eu l'honneur d'y être associé, je puis témoigner du climat excellent de collégialité professionnelle et d'amitiés personnelles dans lequel il s'est déroulé entre les participants des quatre nationalités. Il n'était rien resté des tensions de la période antérieure.

En conclusion, la communauté scientifique doit remercier Astrid Eckert de cet important travail, qui apporte nombre de connaissances et de précisions nouvelles sur le sort des archives allemandes séquestrées par les Alliés à la fin de la Seconde Guerre mondiale et un regard neuf sur la réception en Allemagne de la publication interalliée ainsi que sur les longues négociations pour la restitution des dossiers à la République fédérale. La publication invite aussi à de nouvelles recherches sur l'importance de la participation française et sur la postérité quadripartite de l'entreprise alliée.

Jacques BARIÉTY, Paris